

CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES
Séance plénière du 24 septembre 2014 à 9 h 30
« Consommation et épargne des retraités »

Document N°3
<i>Document de travail, n'engage pas le Conseil</i>

**Avec le passage à la retraite, le ménage restructure
ses dépenses de consommation**

*Nicolas Herpin (CNRS) et Christophe Michel (INSEE)
France portrait social - Insee Références - édition 2012*

Avec le passage à la retraite, le ménage restructure ses dépenses de consommation

Nicolas Herpin, Christophe Michel*

Avant le grand âge, le ménage se prépare à une autre phase de sa vie. Il épargne, ne voulant pas être à la charge de ses enfants dans ses vieux jours. En abordant les âges de la retraite, il renouvelle une dernière fois les équipements du foyer et adopte progressivement une vie plus casanière. Ses dépenses liées au logement (loyer, charges, chauffage, électricité) augmentent, de même que son recours aux services domestiques à domicile. Il diminue ses dépenses d'alimentation, à la fois à domicile et à l'extérieur, mais il maintient sa consommation d'alcool. Il dépense moins pour les vacances ainsi que pour son habillement. Cette influence de l'âge sur les pratiques de consommation ressort d'une analyse toutes choses égales par ailleurs, à niveau de revenu, taille du ménage, niveau de diplôme et génération de naissance fixés.

Lorsque l'on s'intéresse au niveau de la consommation d'un ménage et à la structure des produits qu'il consomme, la diversité observée tient-elle plus à la transformation des besoins au fil des âges de la vie, ou bien au fait que les individus nés à des époques différentes sont marqués par des contextes socioéconomiques qui influencent durablement leurs choix de consommation ? Le premier de ces effets est appelé dans la littérature économique « l'effet d'âge » sur la consommation, le second « l'effet de génération ». Une enquête de consommation réalisée à une seule date ne permet pas de distinguer ces deux effets, puisque les personnes d'un âge donné y sont toutes de la même génération. En revanche, plusieurs enquêtes de consommation successives permettent, sous certaines hypothèses, de séparer ces deux effets, car l'observation de la consommation au même âge de plusieurs générations devient possible.

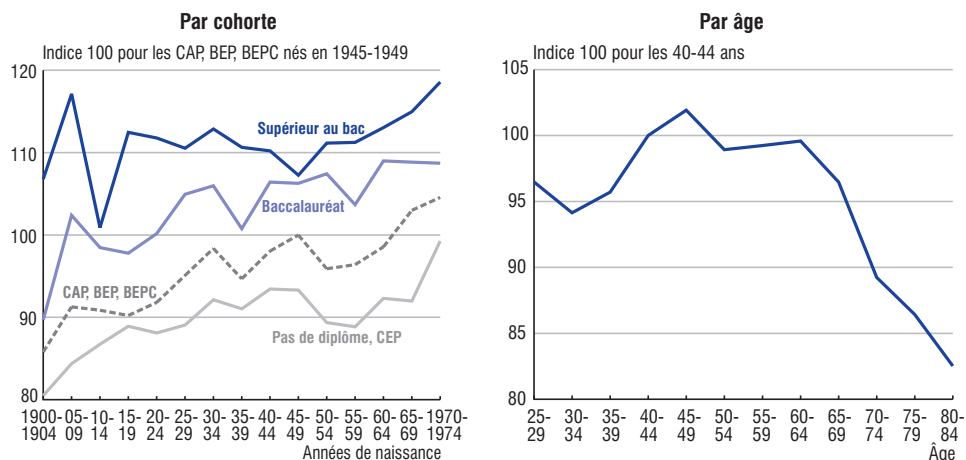
Les effets d'âge et de génération sont ici estimés à revenu et taille de la famille donnés. Ce ne sont donc pas par exemple les variations de niveau de consommation liées à la constitution des familles, puis au départ des enfants, que l'on va étudier. De même, on sait que la hausse de leur revenu conduit les ménages à modifier le niveau et la structure de leur consommation, mais l'effet d'âge que l'on estime ici est un effet d'âge « pur », une fois pris en compte le fait que le revenu évolue lui-même avec l'âge. Méthodologiquement, parce qu'on estime un profil de consommation par âge qui est commun à toutes les générations, on fait l'hypothèse que celui-ci est stable génération après génération. Pour leur part, les effets de génération sont calculés en distinguant quatre niveaux de diplômes de la personne de référence du ménage, de façon à faire apparaître, à niveau de revenu donné, d'éventuelles différences de consommation d'ordre plus socioculturel. L'étude analyse 30 ans de consommation, observée au travers de six enquêtes Budget de famille entre 1979 et 2006, totalisant 55 000 ménages interrogés, et couvre les générations nées entre 1900 et 1974 (*encadré 1*).

* Nicolas Herpin, CNRS ; Christophe Michel, Insee.

Une propension à consommer qui demeure élevée jusqu'aux premiers âges de la retraite

À l'âge de la personne de référence, taille du ménage et niveau de revenu donnés, la consommation des ménages tend à augmenter lentement d'une génération à l'autre (figure 1). Ce fait stylisé mérite qu'on s'y arrête pour bien le comprendre. Il décrit une situation où, à revenu identique, les jeunes générations consommeraient plus, donc épargneraient moins que les générations anciennes. Cependant, dans une économie qui croît tendanciellement, chaque génération, du fait qu'elle bénéficie par ailleurs, en moyenne sur son cycle de vie, d'un niveau de revenu un peu supérieur à la précédente, aurait tendance à épargner davantage. Au total, les deux effets jouent en sens contraire sur l'évolution au fil du temps du taux d'épargne agrégé. Le premier effet semble l'emporter sur la période d'observation : le taux d'épargne des ménages, qui se situait autour de 20 % à la fin des années 1970, oscille autour de 15 % depuis le début des années 1990 [Bournay, Pionnier, 2007].

1. Évolution de la consommation totale



Champ : France métropolitaine.

Lecture par cohorte : à l'âge de la personne de référence, revenu et taille du ménage égaux, la consommation des ménages dont la personne de référence est diplômée de l'enseignement supérieur et née en 1965-1969 représente 115 % de celle des ménages de niveau CAP, BEP, BEPC nés en 1945-1949.

Lecture par âge : à l'âge de la personne de référence, revenu et taille du ménage égaux, la consommation des ménages dont la personne de référence a entre 75 et 79 ans représente 86 % de celle des ménages de 40 à 44 ans.

Note : les dépenses de consommation ont été calculées en euros constants 2006 pour les six enquêtes.

Source : Insee, enquêtes Budget de famille 1979, 1985, 1989, 1995, 2001 et 2006.

À revenu donné, et quelle que soit la génération considérée, la propension à consommer augmente avec les niveaux de diplômes. Ceci traduit sans doute le fait que le niveau de consommation dépend moins du niveau de revenu perçu au cours de la période que d'un niveau de revenu « permanent », c'est-à-dire du niveau de revenu que les individus anticipent en moyenne sur l'ensemble de leur vie. Cependant, ces écarts sur l'échelle des diplômes dans la propension à consommer ont fluctué au fil des générations. Pour les générations nées avant guerre, on observe un resserrement des écarts, avec une progression continue des propensions à consommer pour les sans diplôme, les peu diplômés et les bacheliers, et une stabilité de la propension à consommer des diplômés du supérieur. À l'inverse, pour les générations des années 1950 et 1960, les mieux dotés en capital humain ont une propension à consommer qui progresse un peu plus fortement que les autres.

Encadré 1

Six enquêtes BDF, 15 générations quinquennales, 60 cohortes et 1567 cellules

Pour analyser comment évolue la consommation d'un ménage lorsqu'il prend de l'âge, il faudrait pouvoir suivre la consommation des mêmes ménages sur plusieurs dizaines d'années. On ne dispose pas de données longitudinales de ce type pour la France. Les six enquêtes Budget de famille (BDF) transversales, réalisées tous les cinq ans depuis 1979 selon le même protocole, n'interrogent pas les mêmes ménages à chaque date d'enquête. En revanche, il est possible de suivre des cohortes dans les enquêtes successives. Les cohortes sont des groupes de ménages qui partagent la même date de naissance et le même niveau de fin d'étude de la personne de référence du ménage [Cardoso et Gardes, 1996]. Ces deux critères ne changent pas au cours du cycle de vie et les groupes que constituent ces cohortes ainsi identifiées peuvent faire l'objet d'un suivi : schématiquement, on considère que la consommation des ménages d'une cohorte enquêtée par exemple dans l'enquête de 1985 correspond à celle qu'aurait eu les ménages de cette cohorte enquêtée en 1979 six ans plus tard. Cette approche statistique est connue sous le nom de méthode des pseudo-panels [Deaton, 1985]. Utilisant les montants moyens des consommations pour chaque cohorte calculés sur les six enquêtes successives, on dispose alors des évolutions temporelles qui permettent de suivre la consommation des cohortes comme on suivrait celle des ménages dans un véritable panel.

Les années de naissances sont ici regroupées en quinze générations quinquennales et les diplômes en quatre catégories (sans diplôme/CEP, CAP/BEP/BEPC, baccalauréat, supérieur au baccalauréat), ce qui donne soixante cohortes présentes dans au moins deux des six enquêtes. Ces cohortes sont elles-mêmes éclatées en strates selon leur position par rapport au niveau de vie médian à l'enquête t (au-dessus ou en dessous) et selon la taille du ménage (une, deux ou trois personnes ou plus). Ce qui donne au total 1 567 cellules qui contiennent 35 ménages en moyenne. Pour chacune de ces cellules sont calculés le revenu moyen, la consommation totale moyenne et des consommations moyennes par grand poste de dépense, en utilisant les pondérations « ménages » des différentes années d'enquête.

Le modèle estimé est le suivant :

$$\log(C_{c,s,r,t}) = a + b \cdot \log(R_{c,s,r,t}) + g_{s,t}^J + d_{a,t}^I + q_c^I + e_{c,s,r,t}$$

La cohorte est constituée par le couple (génération, diplôme) et la strate est définie par la taille du ménage (nombre de personnes) et la position du ménage par rapport au niveau de vie médian à l'enquête t .

$C_{c,s,r,t}$ représente la consommation moyenne en euros constants 2006 de la cohorte c dans la strate (s,r) composée de la taille s du ménage et de la position r par rapport au niveau de vie médian à l'enquête t .

$R_{c,s,r,t}$ représente le revenu total moyen en euros constants pour la cohorte c dans la strate (s,r) à l'enquête t .

$I_{a,t}$ est une indicatrice d'âge (en tranches), $I_{s,t}$ une indicatrice de taille du ménage et I_c une indicatrice d'appartenance à la cohorte c .

Ce modèle permet d'estimer les coefficients q_c qui mesurent les effets de génération (par niveau de diplôme).

Pour obtenir les effets d'âge, on différencie le modèle précédent en « *within* ». Les estimations « *within* » reviennent à étudier la variabilité intracohorte autour du comportement moyen de chaque cohorte au cours du temps. Cela permet d'éliminer les effets de cohorte dans le modèle et de décrire les effets purement liés à l'âge. En effet, la transformation « *within* » permet de faire disparaître les effets de cohorte q_c du modèle précédent.

Le coefficient b peut s'interpréter comme l'élasticité-revenu de la consommation (consommation totale ou du poste de dépense considéré). Dans le modèle retenu, ce coefficient vaut 0,52 pour la consommation totale. Il est plus faible pour des biens de première nécessité (alimentation, logement) ; à l'inverse il est proche de 1 (voire supérieur à 1) pour les dépenses de loisirs, transports et hôtel-café-restaurant.

Une précédente étude [Bodier 1999] utilise la même approche méthodologique sur quatre des enquêtes Budget de famille (1979, 1985, 1989 et 1995) et sur les générations nées entre 1895 et 1969. Celle-ci s'en distingue sur trois points. Il y a une génération quinquennale de moins (1895-1899) et une de plus (1970-1974). L'article de Bodier repose sur quatre enquêtes qui couvraient 15 ans, celle-ci s'appuie sur six enquêtes qui embrassent 27 ans. Les cohortes centrales, celles qui se situent entre 1920 et 1954 sont donc suivies sur 27 ans, soit une période presque deux fois plus longue que l'étude de Bodier, ce qui donne aux résultats davantage de robustesse.

Tout se passe comme si, parmi les générations nées avant 1950 qui, toutes, ont connu la pénurie dans l'enfance, les diplômés du supérieur se montraient plus réservés à l'égard de l'avenir. La confiance dans l'avenir change de camp pour les générations nées après 1950, qui ont connu dans l'enfance et l'adolescence une société en croissance rapide : les diplômés du supérieur ont davantage confiance en ce que leur réserve leur avenir économique et dépensent en conséquence. Dans le même temps, les moins diplômés s'imposent relativement plus de discipline dans leur consommation courante, peut-être parce qu'ils se savent plus exposés au chômage, particulièrement élevé tout au long de la période d'observation [Beaud, Pialoux, 2002].

L'âge a des effets sur la propension à consommer. À niveau de revenu, taille du ménage et génération donnés, la consommation moyenne des 25-29 ans se situe 10 % en dessous de celle des 45-49 ans, l'âge auquel la consommation est la plus forte. Cette consommation demeure ensuite élevée jusqu'à 65 ans. Si l'on garde en tête que le niveau de consommation est sans doute plus directement dépendant du revenu permanent anticipé par les individus que de leur niveau de revenu instantané, cette progression de la propension à consommer en première partie de vie adulte reflète peut-être le fait que les jeunes ménages ont plus d'incertitudes sur leur trajectoire de revenu que les ménages parvenus à la maturité de leur vie active et jusqu'au début de leur retraite. Elle ne signifie d'ailleurs pas pour autant que le taux d'épargne des plus jeunes est supérieur à leurs aînés, car ces derniers ont par ailleurs, en moyenne, des niveaux de revenus beaucoup plus élevés, qui les conduisent à davantage épargner.

À partir de 65 ans, à revenu donné, la consommation connaît une chute : à 80-84 ans, elle ne représente plus que 83 % de celle des 40-44 ans. La baisse des besoins aux âges avancés est couramment invoquée pour expliquer la décroissance de la consommation. Sans nier toute valeur à cette thèse, rappelons que les enquêtes Budget de famille ne mesurent pas toutes les consommations des ménages mais seulement celles qu'ils paient directement (*encadré 2*). Concernant les soins de santé notamment, seules les dépenses restant à la charge des ménages après remboursement par les assurances sont comptabilisées. Par ailleurs, la décroissance de la propension à consommer après 65 ans peut s'expliquer par un désir renforcé de pouvoir transmettre un patrimoine à ses enfants. Elle peut aussi traduire le fait que l'avancée en âge rend les personnes plus conscientes du risque de dépendance et du coût qu'il peut représenter. De fait, les enquêtes Budget de famille ne couvrent pas les personnes âgées vivant en communautés (maisons de retraite, établissements médicaux-sociaux), dont le taux d'épargne est beaucoup plus faible (voire négatif) que celui des personnes âgées vivant en « ménages ordinaires » [Billaud, 2010].

Mais avant cette décroissance de la consommation aux âges avancés, un fait remarquable demeure : la stabilité à un niveau élevé de la propension à consommer, à revenu donné, entre 50 et 64 ans. Le passage à la retraite n'amorce donc pas tant un affaiblissement des dépenses du ménage que leur restructuration.

Au passage à la retraite, le ménage renouvelle ses équipements

Le passage à la retraite est l'occasion d'un dernier effort d'équipement (électroménager, ameublement) avant que ces dépenses ne reculent dans le budget des ménages. Indépendamment de la génération, et de la taille du ménage, et à niveau de revenu donné, l'achat d'équipement du logement est le plus élevé parmi les 25-29 ans, âge où le ménage s'installe pour la première fois. Il diminue ensuite jusqu'à 50-54 ans, mais il se redresse alors et atteint un second pic à 60-64 ans au moment du départ à la retraite. Le ménage bénéficie alors d'un revenu de fin de carrière, en moyenne relativement haut, mais dont il anticipe qu'il va diminuer avec l'arrêt du travail. Il profite donc de sa situation relativement favorable pour renouveler son équipement. Ces achats peuvent être aussi motivés par l'emménagement dans un nouveau logement, suite à un déménagement : retour dans la région d'origine – ou en

Encadré 2

La consommation dans Budget de famille et dans la comptabilité nationale

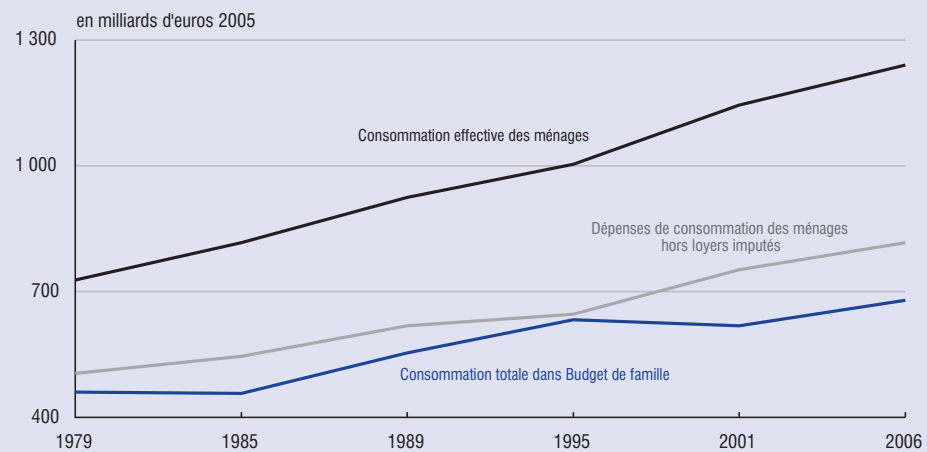
La comptabilité nationale distingue deux agrégats de consommation. Le plus large, la consommation effective des ménages, recouvre l'ensemble de leur consommation, quel qu'ait été son financement. Elle comprend donc les dépenses socialisées, et à ce titre prises en charge par la collectivité. La dépense de consommation, elle, se limite aux seuls biens et services directement payés par les ménages. Elle ne comprend donc que la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, qui restent à la charge des ménages, après remboursement éventuel. C'est cet agrégat qui se rapproche le plus de la consommation des ménages mesurée au niveau microéconomique par les enquêtes Budget de famille.

Plusieurs éléments les différencient toutefois. En particulier, en matière de champ, l'enquête Budget de famille ne porte que sur les ménages vivant en logement ordinaire (et non ceux vivant en collectivité). De même, les enquêtes Budget de famille 1979, 1985 et 1989 ne couvraient que les ménages vivant en France métropolitaine. Pour disposer de données homogènes,

cette étude se limite donc à la France métropolitaine. En matière de concept, la comptabilité nationale réhausse le revenu et la dépense de consommation des ménages propriétaires occupant, au titre du service de logement qu'ils se rendent à eux-mêmes. Ces « loyers imputés » ne sont pas mesurés dans les enquêtes Budget de famille.

Si l'on cherche à corriger ces grandes différences de champ et de concept, la consommation dans Budget de famille reste inférieure de 10 à 20 % à la dépense de consommation mesurée en comptabilité nationale (figure). D'autres éléments, plus résiduels, y contribuent (pour plus de détail sur la comparaison entre sources comptabilité nationale versus enquêtes, cf. Bellamy *et al.*, 2009). Il est aussi possible que les ménages oublient de déclarer certaines dépenses dans l'enquête. Seule l'enquête de 1995 a un taux de couverture plus élevé ; on observe d'ailleurs la même chose quand on compare les revenus. Mais les deux courbes de consommation suivent des évolutions relativement parallèles.

Évolution de la consommation dans Budget de famille et dans la comptabilité nationale



Champ : France pour la comptabilité nationale ; France métropolitaine pour Budget de famille.

Source : Insee, comptes nationaux ; enquêtes Budget de Famille 1979, 1985, 1989, 1995, 2001 et 2006.

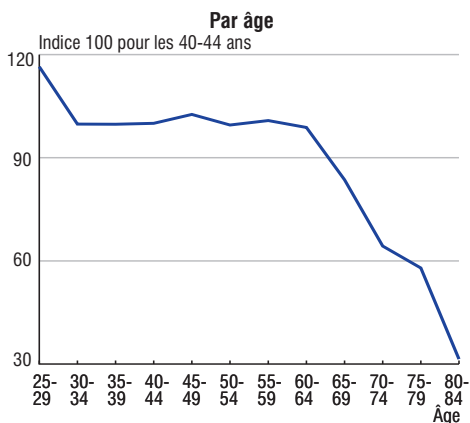
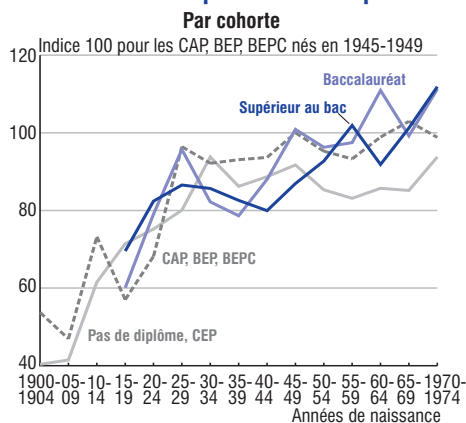
France pour les ménages expatriés –, installation en bord de mer ou dans les régions du Sud plus ensoleillées dans la maison de vacances qui devient la résidence principale.

Les dépenses de transports comprennent l'achat de véhicule, l'essence et les réparations, les services des transports publics (y compris le train et l'avion). Par l'achat de voiture, elles sont aussi partiellement une dépense d'équipement. La consommation de transport par

âge est à son maximum à 25-29 ans à taille du ménage, génération et revenu donnés (figure 2). Ces dépenses correspondent à celles du premier équipement pour l'automobile ou la moto. Les âges suivants sont ceux du rééquipement. Jusqu'à 60-64 ans, les ménages dépensent ainsi autant qu'à 30-59 ans. Ce n'est qu'à partir de 65 ans que la consommation de transport diminue. Ces dépenses de transport sont quatre fois moins importantes chez les 80-84 ans que chez les 25-29 ans. Les handicaps physiques du grand âge qui entravent les déplacements autonomes conduisent à ne plus renouveler les achats de véhicules.

Enfin, le poste loisirs et culture comprend les sorties (cinéma, théâtre, concert, musée, spectacle sportif), les redevances audiovisuelles mais aussi les équipements (sportif, audiovisuel, photographie), les jouets, les dvd et les livres. À taille du ménage, génération et niveau socio-économique donnés, les cohortes ont une consommation de culture/loisirs relativement stable de 25 à 65 ans (figure 3). Cependant, au passage à la retraite, cette consommation augmente légèrement par rapport à celle de la cinquantaine. Comme pour les autres équipements durables, l'espérance de vie à cet âge, qui s'est allongée aussi bien pour les hommes que pour les femmes, incite à renouveler ses appareils audiovisuels, notamment le téléviseur qui distrait même

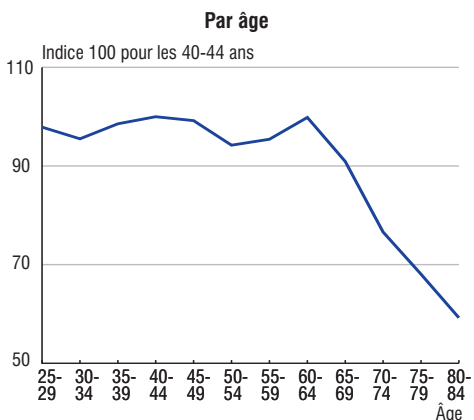
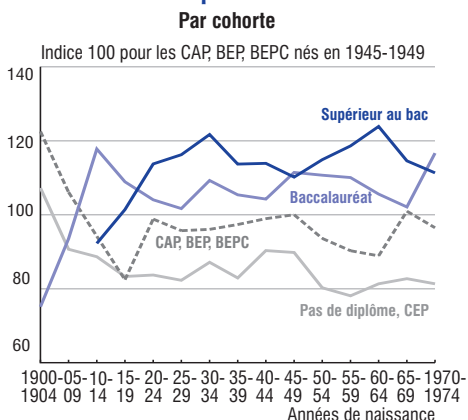
2. Évolution des dépenses de transports



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Budget de Famille 1979, 1985, 1989, 1995, 2001 et 2006.

3. Évolution des dépenses de loisirs et culture



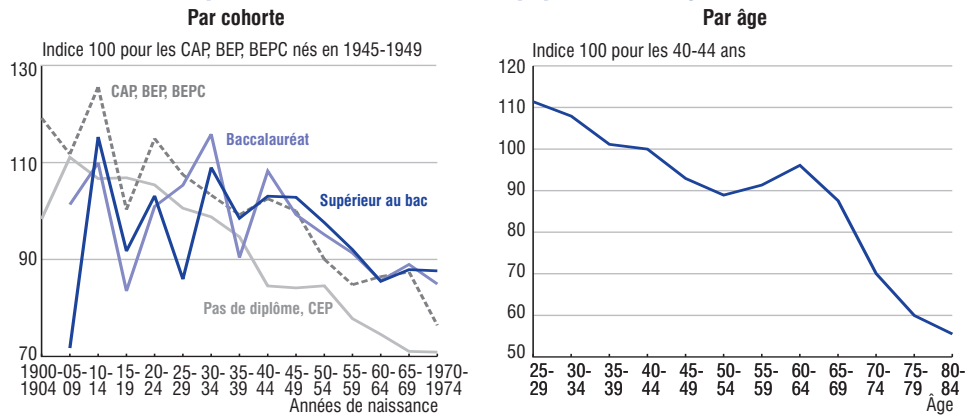
Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Budget de Famille 1979, 1985, 1989, 1995, 2001 et 2006.

quand l'état de santé se dégrade. Après 65 ans, ces consommations chutent brutalement : par rapport aux débuts de la soixantaine, leur niveau est divisé par deux après 80 ans.

Pour ces trois postes, les évolutions de consommation d'une génération à l'autre sont variables (encadré 3). Pour les équipements électroménagers et l'ameublement, la consommation diminue d'une génération à la suivante, à âge de la personne de référence, taille et revenu du ménage donnés (figure 4). Cette évolution reflète sans doute pour partie une baisse de prix relatif sur longue période (en particulier pour les équipements électroménagers). Pour les transports, la consommation augmente rapidement pour les premières générations, des années 1900 à 1930, puis plus lentement pour les générations suivantes. Ceci reflète sans doute le fait que les taux d'équipement automobile ont gagné plus rapidement les générations entrées de plein pied à l'âge adulte dans l'ère du tout automobile. Pour les loisirs et la culture, le niveau de la consommation ne varie pas significativement à revenu donné entre générations, même si l'élévation tendancielle des niveaux de vie conduit bien, d'un point de vue agrégé, à une augmentation de la part prise par ces produits dans le budget de consommation total. À âge de la personne de référence, taille et revenu du ménage donnés, les inégalités socioculturelles de consommation en produits culturels et de loisirs persistent également, avec une plus forte propension à dépenser dans ce domaine de la part des plus diplômés.

4. Évolution des dépenses d'ameublement et d'équipement ménager



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Budget de Famille 1979, 1985, 1989, 1995, 2001 et 2006.

Encadré 3

Effet d'âge, effet de période, effet de génération et contexte historique ; seuil de diffusion d'un bien ou d'un service

Effet d'âge, effet de période et effet de génération sont liés, tous les trois, au contexte historique, mais pas de la même façon. Par exemple, les effets de l'âge sur la consommation dans une société ne seront pas les mêmes selon le niveau de l'espérance de vie sans incapacité et celui du revenu de la société considérée. Ils différeront donc fortement dans les pays riches et ceux dont le développement économique est plus récent. Pour les effets de période, le contexte historique peut

jouer en tendance, mais aussi de façon très localisée dans le temps, par un événement qui touche ponctuellement une proportion importante de la population observée. Ainsi, l'hiver 1985 a été d'une froidure exceptionnelle, y compris dans les régions sud de la France. Les dépenses d'énergie pour le chauffage sont plus élevées dans l'enquête Budget de famille 1985 que dans la précédente (1979) et dans les quatre suivantes. De même, dans Budget de famille

Encadré 3 (suite)

1989, les dépenses de loisirs sont élevées comparées à celle des autres enquêtes. C'est l'époque où sortent de nouvelles consoles de jeu (*Game Boy...*) et où s'impose un standard unique pour les cassettes de magnéscope, mesure qui accélère les achats de cet équipement. Les effets de génération sont, eux aussi, ancrés dans un contexte historique. Des événements de nature politique (guerre), économique (pénurie, chômage) ou technologique (apparition de nouveaux produits : automobile, ordinateur ou encore téléphone portable) laissent une empreinte durable sur les pratiques de consommation d'une fraction de la population, regroupant ceux qui sont nés à certaines dates rapprochées. Aux mêmes âges, les diverses générations n'utilisent alors pas les mêmes équipements et les mêmes services.

Effet d'âge, effet de génération et effet de période ne peuvent pas être identifiés tous les trois simultanément dans le modèle (puisque l'âge et la génération déterminent l'année d'observation). C'est pourquoi on ne distingue qu'effets d'âge et de génération, ceux-ci pouvant dès lors *a priori* recouvrir en partie des effets de période. En pratique, toutes les générations n'étant pas observées sur l'ensemble des six enquêtes Budgets de famille, il est probable que les effets d'âge sont mieux identifiés, et que les effets de génération recouvrent pour une plus grande part des effets de période.

Le sens et l'ampleur des effets de génération varie selon que la consommation est celle de biens durables, de biens fongibles (ou semi-durables) ou de services.

Pour les biens durables, les effets de génération sont croissants si les appareils nouveaux ont vocation à être utilisés par tous, une fois largement diffusés les apprentissages nécessaires à leur utilisation et une fois améliorées et diversifiées les fonctions auxquelles répondent ces produits. Par exemple, les dépenses de communications, augmentent très fortement et de façon continue d'une génération à la suivante. La clientèle de la téléphonie mobile n'a cessé de s'élargir, mais elle n'a touché également les générations plus anciennes qu'avec retard. D'une part, celles-ci n'avaient *de facto* pas accès au service à leur entrée au début de leur vie adulte. D'autre part, une fois qu'ils apparaissent, elles maîtrisent moins facilement les nouveaux appareils et les nouveaux services offerts.

Un processus analogue caractérise les dépenses de transport, dominées par l'automobile, son

achat, son entretien et la consommation de carburant [Herpin, Verger, 2008]. Entre 1979 et 2006, le point de saturation n'est pas atteint en raison des besoins de multiéquipement des ménages, liés à la périurbanisation des logements dans les grands bassins d'emploi et au fait qu'avec trente ans de retard sur les hommes, les femmes ont accès au permis de conduire. À âge donné, le niveau d'équipement des générations plus anciennes reste ainsi un peu plus faible en moyenne. À l'inverse, pour l'électroménager, le taux de saturation est bien souvent atteint dès 1979 (réfrigérateur, lave-linge, etc.). Les effets de génération sont alors décroissants, car les ménages sont équipés et les générations plus jeunes bénéficient d'une baisse des prix relatifs.

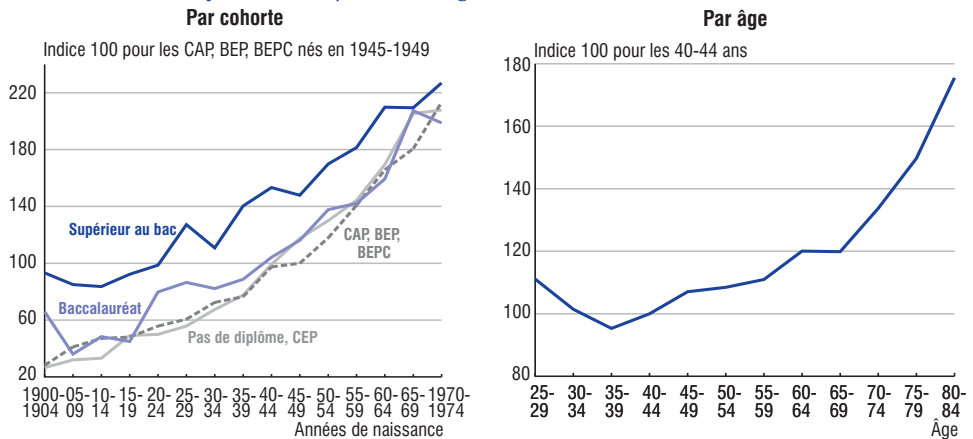
Les effets de génération sont également décroissants pour les biens semi-durables comme les vêtements et les chaussures, ainsi que pour biens fongibles de l'alimentation et boissons non alcoolisées au domicile. Comme pour l'électroménager, le seuil de saturation de ces biens est atteint dès 1979. Les repas de midi en semaine, en effet, sont pris plus souvent à l'extérieur du domicile (cantines d'entreprise, cantines scolaires et restaurants) dans les nouvelles générations. Les innovations chassent les produits obsolètes, les industries agro-alimentaires inventant une nutrition ne demandant pas de préparations culinaires et la mode pour tous les niveaux de vie ayant envahi la production des vêtements et des chaussures aussi bien pour les hommes et les enfants que pour les femmes. L'évolution des prix relatifs, dans ces deux domaines, joue à l'avantage des jeunes générations. Les produits de l'industrie agro-alimentaire qui sont en expansion ont bénéficié d'une baisse relative des prix quand ils sont comparés à ceux de la viande (bœuf, veau, agneau) et des autres produits frais (poisson, légumes ou fruits). Pour les vêtements et les chaussures, la délocalisation de la production vers des pays où la main-d'œuvre est peu coûteuse permet de maintenir les prix relativement bas.

Une troisième configuration est celle des services à la charge des ménages : ceux de la culture/loisirs et de l'hôtel/restaurant/café/vacances. Le seuil de saturation n'est toujours pas atteint, entre la première et la dernière enquête Budget de famille, et les prix relatifs augmentent plus vite que l'inflation. Dès lors, on n'observe pas de tendance marquée, ni à la hausse ni à la baisse, de leur niveau de consommation selon les générations. De même les inégalités socioéconomiques à leur accès se maintiennent.

Les loyers et charges ne cessent de croître avec l'âge

Le poste loyers et charges comprend les loyers et les charges de la résidence principale et secondaire. Le niveau de ces dépenses est nettement croissant d'une génération à la suivante (figure 5), mais l'interprétation de ce fait stylisé est délicate. En effet, la consommation des générations les plus anciennes n'est observée que sur les seules enquêtes Budget de famille des années 1980, à une période où nombre des ménages concernés sont devenus propriétaires, donc ne payent plus de loyers. À l'inverse, les générations les plus récentes sont observées sur des tranches d'âge où elles restent souvent locataires. Au-delà de cet effet d'observation qui peut biaiser les résultats, l'amélioration du parc immobilier (surface des logements et équipements associés) peut également expliquer une plus forte propension aux dépenses de logement génération après génération. À revenu donné, les dépenses de loyers et charges des diplômés de l'enseignement supérieur sont plus élevées que celles du restant des ménages, quelle que soit la génération considérée. Ceci reflète peut-être une appétence plus marquée pour le confort du logement, ainsi qu'un effet prix, lié à sa localisation.

5. Évolution des dépenses de loyers et charges



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Budget de Famille 1979, 1985, 1989, 1995, 2001 et 2006.

Le profil par âge des dépenses de loyers et charge mérite lui aussi qu'on s'y attarde. En effet, ces dépenses atteignent leur point le plus bas entre 35-39 ans, puis augmentent régulièrement, avec une nette accélération après 65-69 ans. Ce phénomène traduit probablement une forme d'influence de l'histoire familiale sur les dépenses de logement. Parce que ce profil de consommation par âge est estimé à revenu et taille du ménage donnés, un même niveau de dépense de loyers et charges correspond à un profil de consommation faible s'il est le fait d'un ménage comportant plusieurs personnes, et plus élevé s'il est le fait d'une personne vivant seule. Du fait qu'un ménage garde bien souvent le même logement tout au long de sa vie (passé la jeunesse), les dépenses de loyers et charges augmentent mécaniquement avec l'âge par un effet de composition ; ainsi, les couples âgés sans enfant recouvrent à la fois des couples n'ayant pas eu d'enfants et des couples dont les enfants ont quitté le foyer parental sans pour autant qu'ils aient opté pour un logement plus petit. De même, les personnes seules très âgées recouvrent des personnes restées célibataires durant toute leur vie, mais aussi des divorcés(e)s ou des veufs (veuves) qui continuent d'habiter le logement qu'ils occupaient auparavant en famille. Elles recouvrent également des personnes en couple

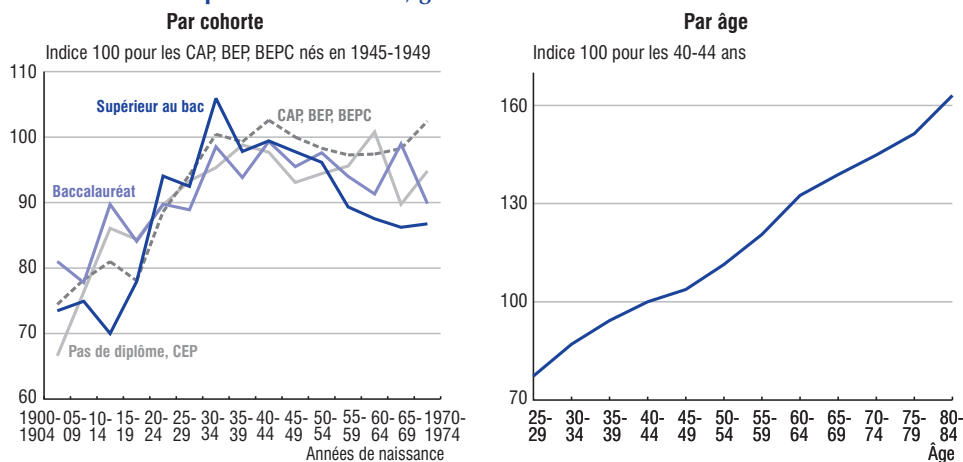
dont le conjoint est parti en maison de retraite. Certes, un logement plus petit entraînerait un loyer et des charges plus faibles, mais en le quittant, la personne se priverait d'une partie de ses souvenirs, d'un voisinage familial, et de la présence de ses grands enfants qui souvent vivent à proximité. Les charges de la maison secondaire, héritée ou achetée tard dans le cycle de vie du ménage, sont une seconde raison pour que s'accroissent ces dépenses (notamment par les charges et les petites réparations) après 65-69 ans.

La vie casanière des personnes âgées

Une fois à la retraite, les personnes passent davantage de leur temps au domicile. Leurs activités sont plus casanières et leur isolement s'accroît avec l'avancée en âge. Dans quatre postes budgétaires, la tendance est à l'accroissement des dépenses.

À taille du ménage, génération et revenu donnés, la consommation d'énergie, qui comprend les dépenses d'électricité, de gaz et des autres combustibles, double entre 25-29 ans et 80-84 ans (figure 6). Les personnes âgées, préférant rester chez elles parce qu'elles s'y sentent mieux protégées et/ou que leur état de santé les y oblige, ne modulent pas à la baisse le niveau de chauffage dans la journée comme le font les personnes qui travaillent à l'extérieur. De plus, la surface du logement qui, par personne, est plus élevée chez les plus âgées, rend ces dépenses plus élevées.

6. Évolution des dépenses d'électricité, gaz et autres combustibles

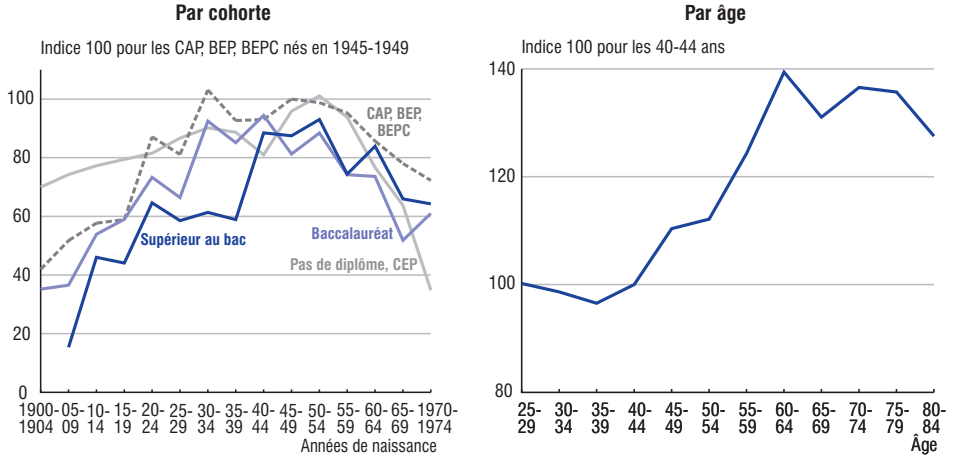


Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Budget de Famille 1979, 1985, 1989, 1995, 2001 et 2006.

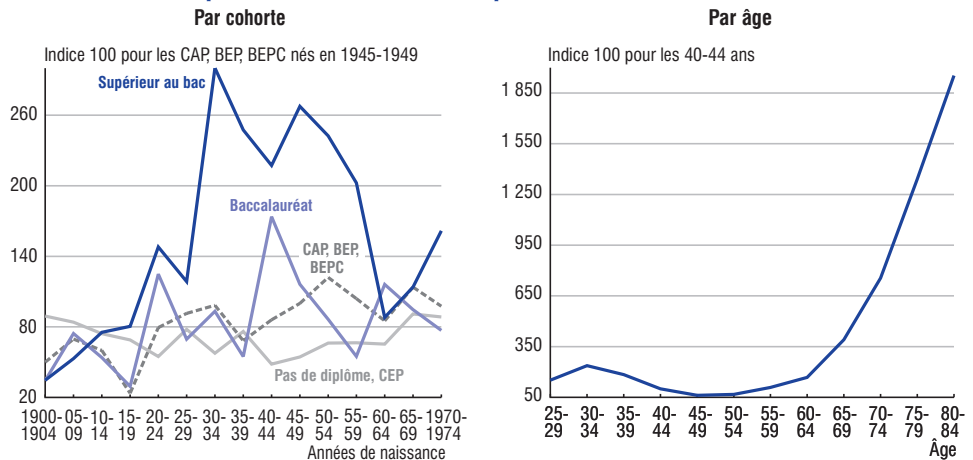
Dans les boissons alcoolisées, les enquêtes Budget de famille ne comptent pas celles qui sont achetées dans le cadre d'un café ou d'un repas pris au restaurant mais seulement les consommations à domicile. Là encore, à taille du ménage, génération et revenu donnés, la consommation d'alcool à domicile augmente avec l'âge (figure 7). Plus basse entre 25 et 44 ans, elle augmente régulièrement ensuite, pour atteindre son point le plus haut à 60-64 ans, soit plus du tiers au-dessus de la consommation des jeunes. Après 64 ans, elle ne diminue que très peu aux âges plus élevés et se situe encore, entre 80 et 84 ans, 25 % au-dessus des moins de 44 ans. Les personnes âgées ne consomment pas nécessairement plus d'alcool qu'à l'époque de leur jeunesse où elles fréquentaient café et restaurant, mais elles le font désormais à leur domicile.

7. Évolution des dépenses d'alcool



Les services domestiques à domicile ont pour objet de faire garder ses enfants, de se faire aider pour l'accomplissement des travaux ménagers ou, pour des personnes handicapées, accidentées, âgées ou dépendantes, d'obtenir une assistance pour la vie quotidienne [Marbot, 2008]. Le recours à ces services domestiques à domicile présente un profil qui varie considérablement au cours du cycle de vie. À revenu, taille du ménage et génération donnés, ce sont les ménages situés aux âges extrêmes qui dépensent le plus (figure 8). Les 30-34 ans, employant des gardes d'enfant (*baby-sitter*, personne allant chercher les enfants à l'école, etc.), consomment quatre fois plus que les 45-49 ans. Le recours aux services domestiques décroît ensuite quand les enfants grandissent et quittent le foyer de leurs parents. Mais après 60-64 ans et l'affaiblissement physique, ces dépenses reprennent et leur croissance devient vive avec l'âge, les ménages faisant appel aux aide-ménagères ou aux services d'aide à domicile.

8. Évolution des dépenses de services domestiques à domicile



Enfin, les débours de santé sont les dépenses qui restent à la charge du ménage, une fois décomptés les remboursements de l'assurance maladie et des organismes complémentaires. Elles comportent une part importante de dépenses d'orthodontie et de lunettes pour la vue, les dépassements d'honoraire des médecins mais aussi le montant des soins médicaux des personnes qui ne bénéficient pas d'assurance maladie. À revenu, taille du ménage et génération donnés, ce débours ne semble pas varier significativement au cours du cycle de vie du ménage. Néanmoins, ce résultat doit être pris avec beaucoup de précaution. D'une part, le mode de questionnement a changé au cours des différentes enquêtes, ce qui a pu introduire une rupture dans la série. D'autre part, l'existence de remboursements de l'assurance maladie et des organismes complémentaires sur la plupart des soins rend fragile la mesure de ce poste dans l'enquête : il n'est pas sûr que les ménages interrogés fassent toujours bien la différence entre ce qui est remboursé (simple avance de frais) et ce qui reste effectivement à leur charge (débours).

Là encore, à ces effets d'âge, observés en moyenne sur l'ensemble des générations, il faut ajouter des effets spécifiques à chaque génération. En forte croissance pour les générations antérieures à 1940-1944, la consommation d'énergie se stabilise avec les générations du *baby-boom* en raison en particulier de l'amélioration des performances des appareils électroménagers et de chauffage (*figure 6*).

Les dépenses en boissons alcoolisées sont en augmentation lente jusqu'à la génération née entre 1950 et 1954 ; elles amorcent ensuite une nette diminution à âge de la personne de référence, taille et revenu du ménage donnés (*figure 7*). Les politiques publiques expliquent sans doute ce retournement (augmentation des taxes sur l'alcool et répression accrue contre l'alcool au volant). Par ailleurs, alors que la consommation d'alcool était sensiblement plus élevée chez les ménages les moins diplômés pour les générations nées au premier quart du XX^e siècle, les écarts socio-culturels ont eu tendance à se resserrer par la suite.

Les dépenses de services domestiques à domicile sont relativement stables, génération après génération, à âge de la personne de référence, taille et revenu du ménage donnés (*figure 8*). Le prix augmente plus vite que l'inflation. Le recours à ces services n'est pas beaucoup plus faible parmi les ménages les moins diplômés, sans doute du fait qu'une partie du coût de ces services (infirmière à domicile, femme de ménage pendant la période postopératoire) est à la charge des assurances maladie.

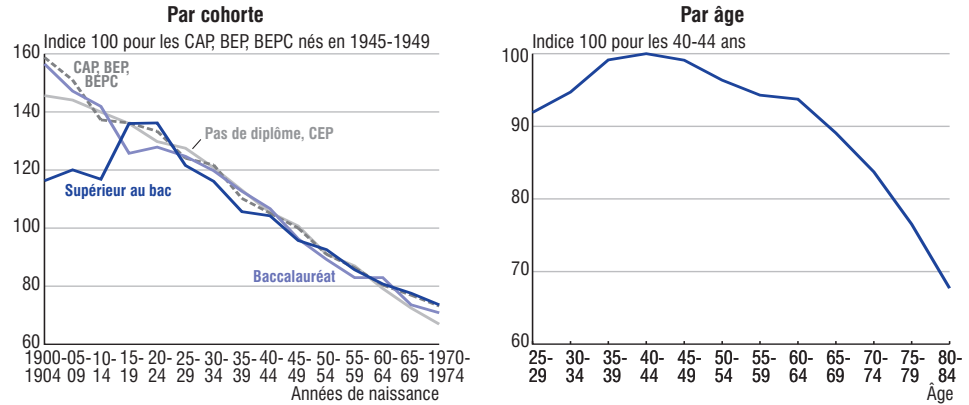
Enfin, les dépenses en soins de santé diminuent directement à la charge des ménages diminuent régulièrement génération après génération, à âge de la personne de référence, taille et revenu du ménage donnés. Cette diminution est identique quel que soit le niveau de diplôme du chef de ménage. Elle s'explique par l'évolution de la couverture assurantielle : avant son universalisation, une partie de la population, en particulier les travailleurs indépendants, était mal couverte et devait donc prendre à sa charge des dépenses de santé élevées.

La préservation de l'équilibre budgétaire à la fin de cycle de vie

Le renouvellement des équipements (électroménager, audiovisuel et voiture) aux âges du passage à la retraite et, par la suite, le recentrage progressif sur les biens et services liés au foyer conduisent donc à augmenter certaines dépenses du ménage au passage à la retraite. À revenu donné, l'équilibre financier est maintenu par la diminution de trois autres types de dépenses : l'alimentation, les vêtements et les dépenses d'hôtel, café, restaurant et vacances.

À génération, taille et revenu du ménage donnés, la consommation alimentaire augmente légèrement entre 25-29 et 45-49 ans (*figure 9*). Celle-ci baisse lentement jusqu'à 60-64 ans et plus rapidement ensuite. Cette baisse rapide n'est pas liée à la diminution des besoins énergétiques [Ferry, 2006]. C'est davantage le départ des enfants qui a des

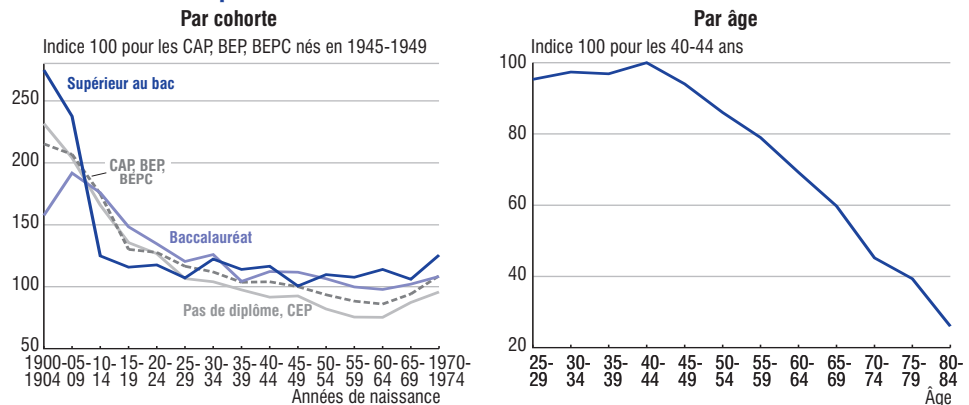
9. Évolution des dépenses d'alimentation



conséquences sur l'alimentation des parents. La solitude en s'accroissant détériore les conditions dans lesquelles sont pris les repas. À cela s'ajoute le fait que les personnes âgées dépendent moins pour s'alimenter dans le commerce, car elles sont relativement plus nombreuses à recourir à l'autoproduction, légumes, fruits et œufs provenant de leur jardin et de leur poulailler [Dubeaux, 1994]. Cette moindre propension à la dépense alimentaire aux âges avancés peut sembler contradictoire avec le fait qu'à une date donnée, le poids de l'alimentation dans le budget de consommation apparaît plus élevé pour les personnes âgées. Mais deux autres effets jouent en sens contraire. En premier lieu, les personnes les plus âgées ont des revenus plus faibles et la part alimentaire dans le budget de consommation est plus forte lorsque le niveau de vie est plus faible. En second lieu et surtout, les effets de génération sont très marqués sur ce poste (*cf. infra*).

La consommation de vêtements et chaussures croît légèrement entre 25 et 44 ans (*figure 10*). Dès 60 et 64 ans, cette dépense est réduite d'un tiers par rapport aux 40-44 ans. À 80-84 ans elle est trois fois moins élevée. La garde-robe est de moins en moins renouvelée,

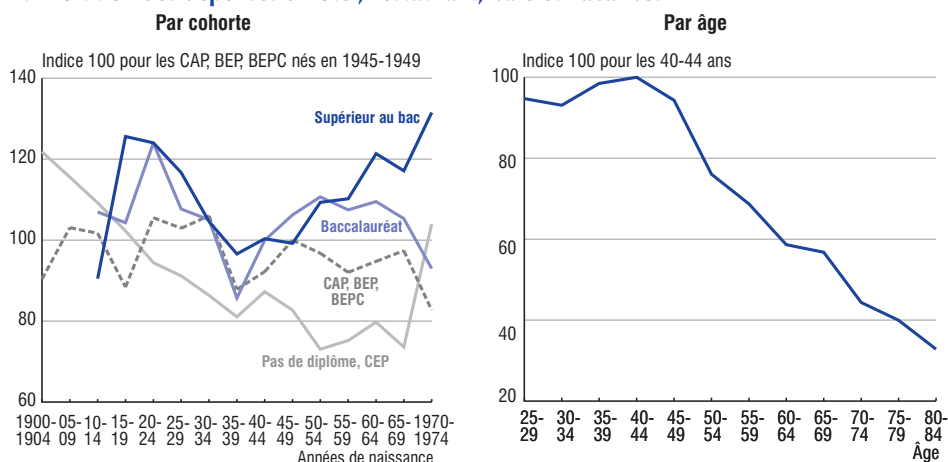
10. Évolution des dépenses de vêtements et chaussures



d'abord parce que, n'ayant plus à respecter les obligations du travail, les tenues vestimentaires sont moins variées. Ensuite, le fait que la mode reste axée sur la jeunesse rend l'offre commerciale moins attrayante quand on prend de l'âge. Enfin, le cercle des amis et des parents plus âgés ou du même âge (frère et sœur, cousin et cousine) tend à se réduire et les occasions de s'habiller de façon plus cérémonieuse se font plus rares.

Tout comme pour les vêtements et les chaussures, les dépenses d'hôtel/restaurant/café/vacances sont les plus élevées de 25 à 44 ans, une fois contrôlées des effets de génération, revenu et taille du ménage (figure 11). Après 44 ans, la décroissance est rapide. La consommation des 80-84 ans ne représente plus qu'un tiers de celle des 40-44 ans. À nouveau, ces fortes différences dans les dépenses sont attribuables aux pratiques de sociabilité, qui font diminuer les sorties et les déplacements touristiques avec le vieillissement.

11. Évolution des dépenses d'hôtel, restaurant, café et vacances



Pour ces trois postes, les évolutions de consommation d'une génération à l'autre sont variables, notamment en raison des évolutions contrastées des prix (encadré 3). D'une génération à l'autre, la consommation en alimentation baisse de façon soutenue, à âge de la personne de référence, taille et revenu du ménage donnés. Cette évolution à la baisse est rapide quel que soit le niveau de diplôme de la personne de référence. Elle s'explique peut-être par le fait que le moment du repas a peu à peu perdu la place centrale qu'il occupait dans la vie des familles. Elle est due aussi à la baisse des prix relatifs des produits des industries agroalimentaires que l'on observe en particulier dans les années 1980 et 1990, et à la place croissante qu'ils occupent dans le panier de la ménagère en raison de leur praticité. Pour les vêtements et les chaussures, la consommation est en diminution très rapide pour les générations nées avant 1925 et se stabilise ensuite, à âge de la personne de référence, taille et revenu du ménage donnés. Ce profil ne différencie pas les ménages selon le niveau de diplôme de la personne de référence. Enfin, pour l'hôtel, le restaurant, le café et les vacances, à niveau de revenu fixé, la consommation est plutôt orientée à la baisse pour les générations nées avant la seconde guerre mondiale et plutôt à la hausse pour celles nées pendant et après la seconde guerre mondiale. Les écarts entre niveaux d'éducation ont aussi tendance à se réduire pour les générations nées avant la seconde guerre mondiale et à réaugmenter pour les générations suivantes.

La restructuration des dépenses de consommation qu'on observe au moment du passage à la retraite peut être mise en regard avec un fait de société important pour la France : lorsqu'on les interroge, les Français déclarent que l'activité qu'ils apprécient le moins est le travail. Dans la dernière enquête Emploi du temps, qui inclut les 11 ans et plus, travail/études est classé en dessous du temps libre mais aussi des tâches domestiques et des temps passés dans les transports [Ricroch, 2011]. La retraite, au contraire, est attendue avec impatience. De même, une comparaison récente entre pays européens nous apprend que 57 % des Français de 50 à 59 ans et qui ont encore un emploi déclarent vouloir partir en retraite le plus tôt possible, alors que ce n'est le cas que de 31 % des Néerlandais [Blanchet et Debrand, 2005]. Avant que ne gagnent le grand âge et ses handicaps, le passage à la retraite apparaît ainsi comme une période gagnée sur le travail, où s'offre une dernière chance de prendre en main sa propre vie. Cela explique peut-être que le passage à la retraite reste un temps fort pour la consommation. ■

Pour en savoir plus

Beaud S., Pialoux M., « Changements dans les rapports entre générations ouvrières. Les années quatre-vingt-dix à Sochaux-Montbelliard », *Retraite et Société* n° 35, Cnav, 2002.

Bellamy V., Consales G., Fesseau M., Le Laidier S., Raynaud E., « Une décomposition du compte des ménages de la comptabilité nationale par catégorie de ménage en 2003 », *Document de travail* n° G2009/11, Insee, novembre 2009.

Billaud S., « Partager avant l'héritage, financer l'hébergement en institution. Enjeux économiques et mobilisations familiales autour de personnes âgées des classes populaires », thèse de doctorat de sociologie, EHESS, 2010.

Blanchet D., Debrand T., « Aspiration à la retraite, santé et satisfaction au travail : une comparaison européenne », *Insee Première* n° 1052, décembre 2005.

Bodier M., « Les effets d'âge et de génération sur le niveau et la structure de la consommation », *Économie et Statistique* n° 324-325, Insee, août 1999.

Bournay J., Pionnier P.-A., « L'économie française : ruptures et continuités de 1959 à 2006 », *Insee Première* n° 1136, 2007.

Cambois E., Clavel C., et Robine J.-M., « L'espérance de vie sans incapacité continue d'augmenter », *Dossiers solidarité et santé* n°2, Drees, avril-juin 2006.

Cardoso N., Gardes F., « Estimations de lois de consommation sur un pseudo-panel d'enquêtes de l'Insee (1979,1984,1989) », *Document de travail*, Lamia, 1996.

Deaton A., « Panel Data from Time Series of Cross-Sections », *Journal of Econometrics* n° 30, 1985.

Dubeaux D., « Les Français ont la main verte », *Insee Première* n° 338, 1994.

Duval J., Lardellier R., Legal R., « La redistribution opérée par l'assurance maladie obligatoire et par les assurances complémentaires selon l'âge », *Comptes nationaux de la santé* 2010, Drees, 2011.

Ferry M., Alis E., Brocker P., Constans T., *Nutrition de la personne âgée*, Paris, Éd. Masson, 2006.

Herpin N., Verger D., *Consommation et modes de vie en France, une approche économique et sociologique sur un demi-siècle*, Paris, la Découverte, 2008.

Marbot C., « En France, qui recourt aux services à domicile ? », *Insee Références France*, portrait social, édition 2008.

Ricroch L., « Les moments agréables de la vie quotidienne », *Insee Première* n° 1378, novembre 2011.

Insee Références Cinquante ans de consommation en France, édition 2009.

MICHEL SALOMON. « Pourquoi un économiste s'investit-il avec tant de passion dans la médecine, dans la santé ? »
JACQUES ATTALI « J'ai constaté en étudiant les problèmes économiques généraux de la société occidentale que les coûts de la santé sont un des facteurs essentiels de la crise économique. La production de consommateurs et leur entretien coûtent cher, plus cher encore que la production de marchandises elles-mêmes. Les hommes sont produits par des services qu'ils se rendent les uns aux autres, en particulier dans le domaine de la santé, dont la productivité économique n'augmente pas très vite. « La productivité de la production de machines » augmente plus rapidement que la productivité relative de la production de consommateurs. 2. What is the effect achieved by the syntactical parallelism in the passage beginning with. "Of course it is worth it"? ("It prevents them...", "It earns them...", "It saves them...") 3. Point out passages bearing touches of humour. Does the author present the character of Le. Ros seriously or humorously? (ironically? satirically? mockingly?) Illustrate your answer by. Zakane, Ahmed (2009): L'Impact des Dépenses d'Infrastructures sur la Croissance en Algérie. Une Approche en Séries Temporelles Multivariées (VAR). Published in: Les Cahiers du CREAD No. 87 (2009): pp. 27-49. Preview. PDF MPRA_paper_82119.pdf Download (625kB) | Preview. Abstract. The purpose of this paper is to study the relationship between the infrastructure spending and the economic growth in Algeria using results from the endogenous growth theory, specifically the BARRO model (1990).